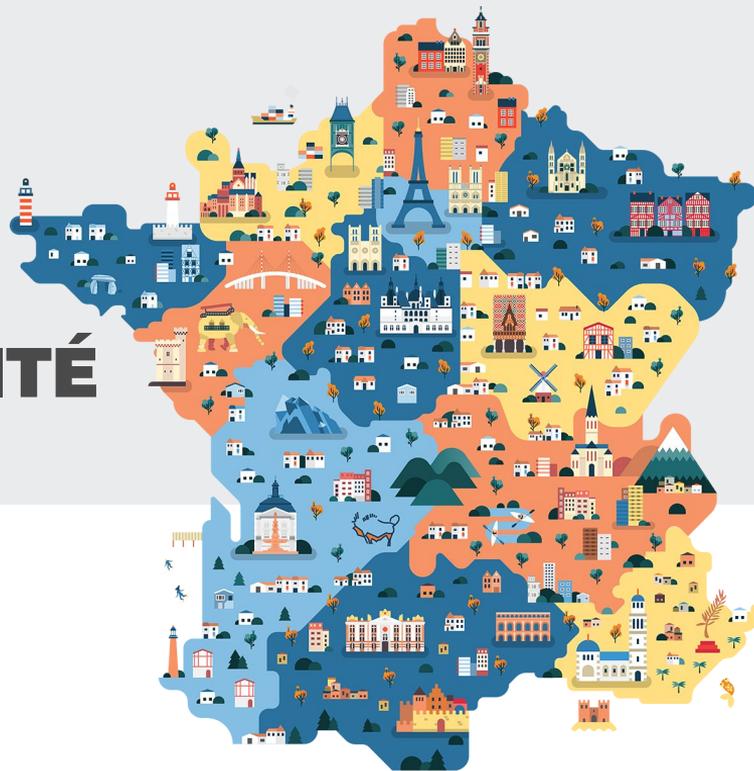


Le Baromètre des Territoires

FRANCE DÉSEMPARÉE EN QUÊTE DE TRANQUILLITÉ



JANVIER 2025

ELABE

SNCF
GROUPE

M INSTITUT
Montaigne

#BaromètreDesTerritoires

POURQUOI LE **BAROMÈTRE DES TERRITOIRES** ?

Elabe publie la 3ème édition du **Baromètre des Territoires**, en partenariat avec **l'Institut Montaigne et SNCF**. Réalisée auprès de **10 000 personnes dans les 12 régions métropolitaines**, cette étude part du quotidien des femmes et des hommes qui vivent en France, pour mieux comprendre ce qui construit leurs opinions, motive leur vote ou leur abstention, produit colère, espoir, joie, partage, repli ou lassitude.

Le Baromètre des Territoires **explore sans tabou ni a priori tous les aspects de la vie quotidienne** : pouvoir d'achat, santé, sécurité, événements climatiques extrêmes, logement, éducation, travail, mobilité, rapport à l'information et à leurs élus, leurs voisins, à l'« étranger », tracas et peurs existentielles, petites aspirations et grands rêves, ...

Après « **La France en morceaux** » pendant les « gilets jaunes » (1er semestre 2019), et « **Une France convalescente, une France du proche** » en sortie de Covid (2nd semestre 2021), cette 3ème édition s'attache à comprendre **comment les Français et les territoires dans lesquels ils vivent s'adaptent à l'empilement des crises sociale, écologique et politique**. Perte de repères, nouveaux risques, nouveaux interdits, nouvelles opportunités, à quel horizon les Français aspirent-ils ?

« *J'espère que mes réponses serviront, car j'ai le sentiment que les citoyens français ne sont jamais entendus* »

10 000 répondants, 10 000 récits de vie, qui reflètent la diversité de la France

- Hommes et femmes
- De tous les âges
- Cadres, professions intermédiaires, ouvriers, employés, étudiants, retraités, inactifs
- De tous les niveaux de vie
- De tous niveaux de diplôme
- De toutes les sensibilités politiques (y compris abstentionnistes)
- Dans le rural, le péri-urbain et les grandes agglomérations
- Dans toutes les régions de France métropolitaine (hors Corse)
- Dans tous les départements
- Dans toutes les circonscriptions métropolitaines (hors Corse)
- Dans les communes du littoral, de montagne, dans les zones exposées aux risques climatiques
- Dans les déserts médicaux et dans les zones mieux dotées
- Dans les communes connectées au TGV et celles éloignées
- Dans les zones dynamiques, celles en cours de revitalisation et dans la diagonale du vide
- Dans les zones QPV et non-QPV

Interrogés par internet, du 9 octobre au 5 novembre 2024
800 individus interrogés en région Nouvelle-Aquitaine



① : 1ère région ② : 2ème région ③ : 3ème région

(+8 vs. moy région) : +8 points par rapport à l'ensemble des habitants de la région

NOUVELLE AQUITAINE



LE BAROMÈTRE
DES TERRITOIRES



ELABE



INSTITUT
Montaigne

#BaromètreDesTerritoires



Récit des enseignements régionaux	slides 5 à 27
Spécificités régionales	slides 28 à 29
Synthèse régionale	slides 30 à 37



FRANÇAIS VULNÉRABLES, FRANCE IMPUISSANTE

#BaromètreDesTerritoires



Spectre du déclassement et climat d'insécurité pèsent sur le quotidien en Nouvelle-Aquitaine

#BaromètreDesTerritoires | Nouvelle-Aquitaine



53%

exposés et vulnérables au risque de devoir **changer de façon de vivre à cause d'une baisse de pouvoir d'achat**

-  **56%** employés et ouvriers
- 59%** professions intermédiaires
- 52%** cadres

53%

redoutent d'**avoir du mal à boucler leurs fins de mois**

-  **44%** cadres
- 49%** professions intermédiaires
- 63%** employés, ouvriers

33%

ont des **difficultés à régler leurs dépenses contraintes** (loyer/emprunt, énergie, téléphone, internet, transport)

23%

sont **régulièrement à découvert** (le 17 du mois en moyenne)



66%

ont été victimes **d'incivilités**

19%

29% Bordeaux

Les **trafics de drogues perturbent la tranquillité de mon quartier**

44%



50% zones QPV
41% non-QPV

exposés et vulnérables au risque d'**agression physique**

63%

des parents ont peur que leurs **enfants** soient **victimes de harcèlement**

58%

on vit chacun de notre côté

36%

on vit les uns contre les autres

6%

on est un collectif uni



Dangers climatiques et insécurité sanitaire fragilisent les projets de vie



51%

exposés et vulnérables aux **conditions de vie de plus en plus rudes à cause du changement climatique**

54% plus modestes 40% plus aisés

41%

L'endroit où je vis est **exposé aux catastrophes naturelles**

+5 pts par rapport au reste de la France, 3ème région

36%

Les paysages changent à cause du dérèglement climatique

55% Pyrénées Atlantiques

34%

J'ai déjà eu des **dégâts sur mon habitation** à cause de **catastrophes naturelles** ou des **conséquences du dérèglement climatique**

+9 pts par rapport au reste de la France, 1ère région

61%

L'endroit où je vis n'est **pas prêt pour faire face aux conséquences du changement climatique**

42%

Le changement climatique **menace l'activité économique de ma région**

+8 pts par rapport au reste de la France, 3ème région



41%

Craignent de **tomber malade à cause des pollutions**

 45% grandes agglos
39% rural

19%

ont le sentiment de **vivre dans un environnement pollué**

37% Bordeaux

38%

exposés et vulnérables à des **problèmes de santé mentale** (stress, dépression, anxiété)

56% 18-24 ans



56%

d'avoir des **difficultés à se soigner** par **manque de soignants** (48%) ou pour **raisons financières** (41%)



43%

de **devenir aidant**



Dans une France que l'on aime, mais dont l'identité est perçue comme menacée

#BaromètreDesTerritoires | Nouvelle-Aquitaine

 **82%**
sont **attachés**
à **la France**

 **82%**
grand pays
de **culture**

 **82%**
le **plus beau**
pays du monde

 **78%**
sont **attachés**
à **leur région**
Nouvelle-Aquitaine
 **+8 pts** vs reste de la France

 **80%**
Il fait **bon vivre** dans mon quartier,
dans ma commune



73%
estiment **que**
l'identité de la
France est
menacée



95% RN
89% LR
60% ENSEMBLE
45% NFP



Mais devenue un colosse aux pieds d'argile, impuissante à maîtriser son destin



La France est **en déclin**



La société est **injuste**

(+8 / 2021)

84% plus modestes

- 56%** A perdu sa puissance économique
- 57%** C'est difficile d'entreprendre en France
- 44%** Le modèle social est en panne
56% plus modestes
- 58%** ont le sentiment de **davantage contribuer** au système qu'ils n'en bénéficient
- 70%** Le système éducatif ne fonctionne plus
- 52%** La voix de la France ne compte pas dans le monde

Des élus qui n'ont plus le pouvoir d'agir pour changer la vie des gens



Ils n'ont pas le pouvoir d'agir...

48%

Le président de la République



46%

Mon maire

Des figures d'autorité qu'on juge souvent contestées

"J'observe dans ma vie au quotidien que leur autorité et leur parole ne sont pas toujours voire jamais respectées"



83%

Enseignants



77%

Policiers

Qui a encore le pouvoir d'agir ?



55%

Scientifiques



51%

Entreprises

A person is seen from behind, holding a large, light-colored umbrella with a pattern of small red birds. The scene is set in a forest with sunlight filtering through the trees, creating a bokeh effect. The umbrella is the central focus, and the person's hands are visible at the top of the frame.

S'ADAPTER POUR SE PROTÉGER

2

#BaromètreDesTerritoires



Non, nous ne sommes pas des “gaulois réfractaires”

#BaromètreDesTerritoires | Nouvelle-Aquitaine

79%

des habitants de Nouvelle-Aquitaine sont **prêts aux changements**

“Je vis bien le changement, à partir du moment où c'est moi qui l'ai choisi”

+

“Le changement me stimule, j'aime ça, je cherche souvent le changement dans ma vie ou je m'y adapte quand il ne vient pas de moi”



82% 18-24 ans
82% 25-34 ans
79% 35-49 ans
78% 50-64 ans
77% 65 ans +



78% rural
82% urbain



75% Bac ou moins
82% Bac+5



86% Cadres
81% Professions intermédiaires
81% Employés et ouvriers



79% NFP
85% Ensemble
65% LR
78% RN



Mais nous sommes inégaux dans la capacité à s'adapter



63% des plus diplômés VS **32%** des moins diplômés

savent **diagnostiquer leur impact environnemental**



60% des - 35 ans VS **44%** des 50 ans +

récupèrent des paniers anti-gaspi dans les enseignes alimentaires



84% des plus modestes VS **53%** des plus aisés

sont **freinés par manque de moyens financiers** (mobilité, rénovation, etc.)

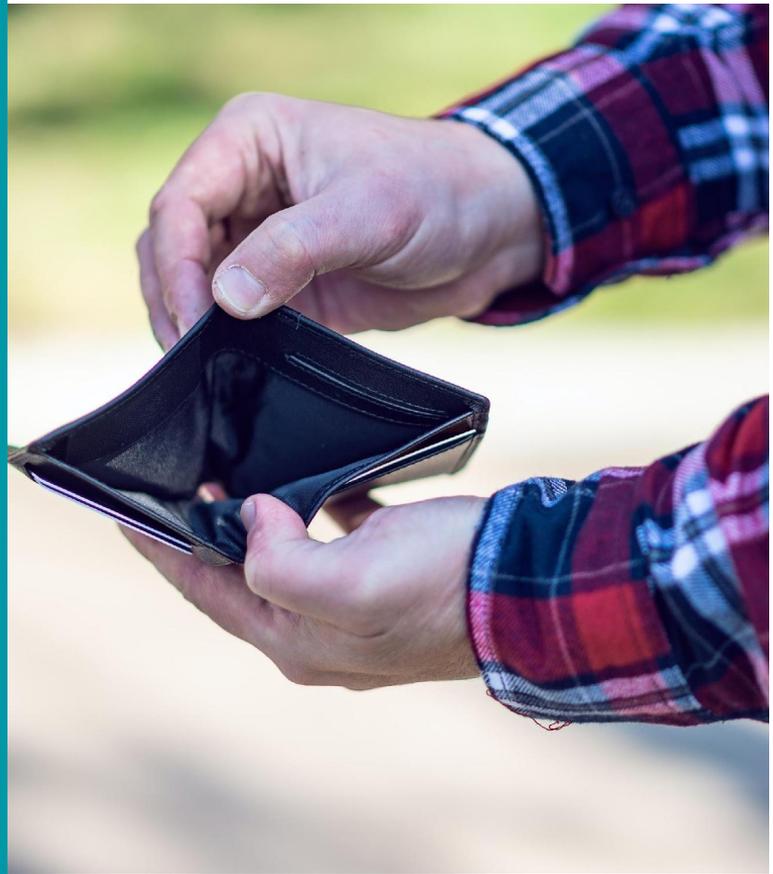


61% des urbains VS **42%** des ruraux

peuvent **privilégier le train à la voiture** quand ils le souhaitent



“Pouvoir de vivre” : une adaptation contrainte pour “freiner la chute”



Des renoncements communs



76%

réduisent les dépenses **non essentielles** pour **préserver les achats essentiels**



75% Cadres
73% Prof. inter
80% Employés et ouvriers



79%

attendent les **bons plans** et les **promos** avant d'acheter

80% Cadres
73% Prof. inter
77% Employés et ouvriers



62%

réduisent ou **renoncent** à certains **déplacements**

53% Cadres
59% Prof. inter
68% Employés et ouvriers

Pour les plus modestes, l'antichambre de la précarité



52%

des plus modestes **restreignent les activités extrascolaires** ou cours de **soutien** de leurs enfants



43%

demandent une **aide financière** à leurs **proches**



33%

ont recours aux **aides alimentaires**



Adaptation climatique : pas un engagement, un besoin de protection

Adapter son mode de vie pour diminuer son impact environnemental...

4 habitants de Nouvelle-Aquitaine

sur 10 (44%) convaincus qu'ils ont plus à gagner qu'à y perdre **33% autant**

23% plus à perdre

30%

Une **évidence, normal**, ça fait désormais partie de ma façon de vivre

52%

Parfois une contrainte, parfois des difficultés, mais j'essaie, je pense qu'il faut **prendre ce chemin**

10%

Une **galère**, je n'y arrive pas, ce n'est pas pour moi

8%

Ce n'est **pas mon problème**, je ne me sens pas concerné, ne me pose pas la question

79%

estiment **avoir changé ou être en train de changer tout ce qui peut l'être** dans tous les aspects de leur vie (déplacement, logement, alimentation, loisirs)



93% 18-24 ans
83% 65 ans +

79% Cadres
78% Professions intermédiaires
76% Employés et ouvriers

86% NFP
86% Ensemble
85% LR
76% RN



Mais une adaptation empêchée, entravée

#BaromètreDesTerritoires | Nouvelle-Aquitaine

Une adaptation à l'aveugle, sans mode d'emploi, sans moyens



61%

ne savent **pas diagnostiquer leur impact** (habitudes et aspects de sa vie qui émettent le plus de CO2)

63%

il est **trop compliqué** de savoir « **ce qu'il faut faire** » (informations contradictoires, complexes, pas claires)

68%

il n'y a parfois **aucune solution**

69%

freinés par **manque de moyens financiers** (mobilité, rénovation, etc.)

Dans un territoire qui lui-même ne s'adapte pas

Les services publics de **l'eau et l'énergie** pour **consommer moins** ou **émettre moins de GES**



Les villes au **risque de canicule**



Les zones constructibles au **risque de CATNAT**



La **mobilité** (offre de transport en commun, pistes cyclables, ferroviaire, lien entre territoires)



Les élus locaux...

prennent les bonnes décisions

24%

22%

24%

29%

ne font pas grand-chose ou rien du tout

33%

34%

29%

32%

font des erreurs, certaines des décisions augmentent les risques

14%

15%

17%

17%

Je ne sais pas vraiment ce qu'ils font

29%

29%

30%

21%



Terreau de colère, d'injustices sociales et territoriales

#BaromètreDesTerritoires | Nouvelle-Aquitaine

42% c'est injuste

quand on a envie de tenir compte de son impact sur l'environnement, on devrait pouvoir le faire, on ne devrait pas être empêché à cause de ses moyens financiers ou de l'endroit où l'on vit



45% communes rurales
 40% grandes agglos

49% plus modestes
 28% plus aisés

25% ça me met en colère

qu'on ne me demande pas de changer ma façon de vivre sans me donner les moyens de le faire



26% communes rurales
 21% grandes agglos

35% plus modestes
 21% plus aisés

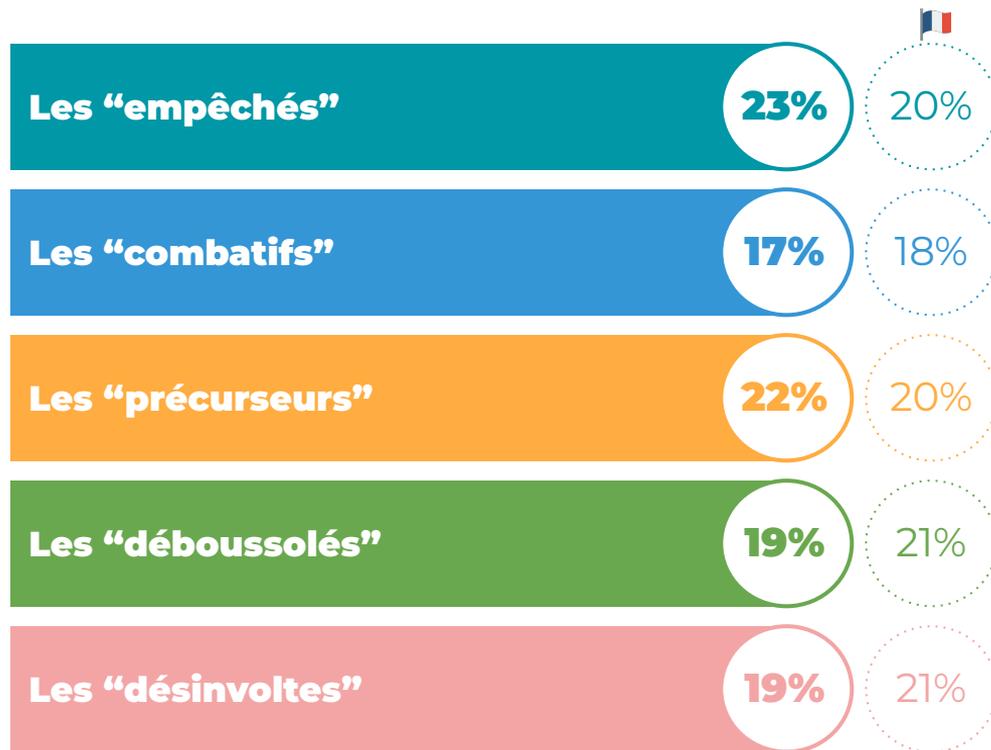


Typologie - 5 trajectoires d'adaptation

Pour se protéger des crises, chacun prend le chemin qu'il estime être le bon pour s'adapter.

Avec ses moyens, ses croyances, chacun essaye et trouve (ou pas) la manière qui lui convient, ou plutôt la seule qui est envisageable parfois.

Des 800 récits d'adaptation en Nouvelle-Aquitaine, il en ressort 5 grands schémas.



Les "empêchés"

23%



55% (+17) doivent
**se restreindre
voire emprunter**
pour boucler leurs fins de mois

32% (+4) sont
Employés ou ouvriers

Face à l'envolée des prix, changer drastiquement sa consommation pour "éviter la chute"



74% (+42)
achètent des
quantités réduites
*depuis le début de
l'inflation*



58% (+32)
attendent les **bons
plans** et les **promos**
avant d'acheter



83% (+44)
renoncent à certains
produits trop chers



45% (+24)
choisissent
la 2nde main
plutôt que le neuf



39% (+19)
récupèrent des
paniers anti-gaspi

Adapter son mode de vie pour réduire son empreinte environnementale

72% (+8)
C'est **compliqué**, ce sont des
contraintes mais je suis
convaincu qu'**il faut que
j'adapte mon mode de vie**

72% (+7) achètent des **équipements reconditionnés**
88% (+2) **réparent leurs équipements** au lieu de les jeter
79% (+2) font attention à leur **consommation de viande**

Mais une adaptation empêchée, entravée

84% (+15) freinés par **manque de moyens financiers**

79% (+11) absence de solutions alternatives

75% (+12) compliqué de savoir ce qu'il faut faire



53% (+11)
c'est **injuste**



33% (+8)
ça me met
en colère

Les "combatifs"

17%



44% (+22 vs. moy région) ont
Moins de 35 ans

44% (+14) ont des
Enfants dans le foyer

40% (+6) vivent dans des
Grands centres urbains

48% (+11) n'ont pas voté aux
Législatives 2024

47% (+9) doivent
se restreindre
pour boucler leurs fins de mois

Le "pouvoir de vivre", une préoccupation de tous les instants



92% (+21)
achètent des
quantités réduites



93% (+14)
attendent les bons
plans et les promos
avant d'acheter



80% (+60)
demandent une
aide financière à
leurs proches



81% (+63)
ont recours aux
aides alimentaires



79% (+45)
réduisent ou
suppriment les
activités
extra-scolaires de
leurs enfants

Quelles que soient les motivations, adopter de nouvelles manières de consommer

83% (+60) louent ce qui peut l'être au lieu d'acheter

92% (+28) achètent en 2nde main

86% (+38) récupèrent des paniers anti-gaspi

87% (+23) vendent les vêtements qu'ils n'utilisent plus

86% (+30) achètent en ressourcerie/recyclerie



91% (+29)
réduisent ou renoncent
à certains trajets

88% (+39)
choisissent le train plutôt que la
voiture quand cela est possible

Mais une adaptation à l'aveugle, sans mode d'emploi

63% (+14)
difficile de savoir par
où commencer

45% (+8)
difficile de comprendre
l'impact réel de ses gestes

43% (-1) sont convaincus qu'ils ont
plus à gagner qu'à y perdre

40% (+17) plus à perdre

17% (-16) autant

Les "précurseurs"

22%



63% (+10 vs. moy région) sont des

Femmes

58% (+14) sont

Diplômés du supérieur

45% (+15) ont voté pour

Le NFP

aux Législatives 2024

29% (+7) sont

**Cadres ou professions
intermédiaires**

52% (+4) ont entre

35 et 64 ans

**Profil économique
dans la moyenne régionale**

36% (-2) doivent se restreindre

63% (+2) n'y sont pas contraints
pour boucler leurs fins de mois

Adapter sa consommation, une démarche de longue date



56% (+17)

achètent des
quantités réduites
avant le début de
l'inflation



72% (+19)

attendent les **bons
plans** et les **promos**
avant d'acheter



73% (+27)

renoncent à certains
produits trop chers



97% (+13)

achètent des produit
en **circuit court**



79% (+36)

choisissent
la 2nde main
plutôt que le neuf

Un mode de vie en accord avec la prise en compte de son empreinte environnementale

65% (+21)

sont convaincus qu'il y a plus à y
gagner qu'à y perdre

61% (+22)

déclarent savoir **diagnostiquer**
leur empreinte environnementale

73% (+11) réduisent ou renoncent à certains trajets

63% (+14) choisissent le **train** plutôt que la **voiture** quand cela est possible

91% (+14) font attention à leur **consommation de viande**

98% (+12) essaient de **réparer** plutôt que de **jeter**

Mais une adaptation empêchée, entravée

79% (+10) freinés par **manque de moyens financiers**

84% (+16) absence de solutions alternatives



55% (+13)

c'est **injuste**

Les “déboussolés”

19%



74% (+19 vs. moy région) ont
Plus de 50 ans

40% (+11) ont un
**Niveau de diplôme
inférieur au bac**

39% (+5) ont voté pour
Le RN
aux Législatives 2024

23% (+9) vivent dans des espaces
Péri-urbains

68% (+7) ne sont pas contraints à se restreindre
pour **boucler leurs fins de mois**

Le “pouvoir de vivre”, préoccupation de longue date



57% (+18)

achetaient déjà des
quantités réduites

*avant le début de
l'inflation*



69% (+16)

attendent les **bons plans** et
les **promos** avant d'acheter



73% (+27)

renoncent à certains
produits trop chers

Adapter son mode de vie : le chemin convainc mais de nouvelles manières de consommer peu familières

63% (+11)

Parfois une **contrainte**, parfois des
difficultés, mais j'essaie, je pense
qu'**il faut prendre ce chemin**

65% (+29) n'achètent pas en 2^{de} main

97% (+20) ne louent pas plutôt que d'acheter

72% (+20) ne récupèrent pas de **paniers anti-gaspi**

72% (+28) n'achètent pas en **ressourcerie/recyclerie**

56% (+21) n'achètent pas en **reconditionné**

Une adaptation sans mode d'emploi et entravée par de nombreux obstacles

79% (+18) peinent à **diagnostiquer leur empreinte
environnementale**

51% (+14) difficile de comprendre **l'impact réel de ses gestes**

81% (+18) compliqué de **savoir ce qu'il faut faire**

60% (+11) difficile de **savoir par où commencer**

77% (+8) freinés par **manque de moyens financiers**

53% (+20) sont convaincus qu'ils
ont **autant à y perdre** qu'à y **gagner**

32% (-12) plus à **gagner qu'à y
perdre**

15% (-8) plus à **perdre**

Les "désinvoltés"

19%



42% (+19 vs. moy région) ne doivent

**pas se restreindre
et peuvent épargner**

56% (+9) sont des

Hommes

31% (+8) sont des

**Cadres ou anciens cadres
à la retraite**

41% (+7) ont voté pour

le RN

aux Législatives 2024

Une absence d'intérêt à adapter son mode de vie



77% (+48)
n'achètent pas des
quantités réduites



79% (+55)
ne réduisent pas
les dépenses non
essentielles



73% (+37)
ne choisissent pas
la 2^{de} main
plutôt que le neuf



88% (+50)
ne réduisent ou
renoncent pas à
certains trajets



52% (+29)
font peu attention à
leur consommation
de viande

Entre méconnaissance et doute, un changement de comportements frileux

75% (+14)
déclarent ne pas savoir
diagnostiquer
leur empreinte
environnementale

41% (+8) sont convaincus qu'ils ont
autant à perdre qu'à y gagner

35% (-9) plus à gagner

24% (+1) plus à perdre

26% (+16)
n'ont entamé aucune
démarche de
changement dans leur
foyer et ne comptent
pas s'y mettre

Des freins à l'adaptation limités

36% (-33) freinés par manque de moyens financiers

46% (-17) compliqué de savoir ce qu'il faut faire

46% (-22) absence de solutions alternatives



**UN HORIZON EN GRAND ET À BAS BRUIT :
LE BESOIN DE TRANQUILLITÉ**

3

#BaromètreDesTerritoires



Pour nous protéger, protéger notre modèle de solidarité

#BaromètreDesTerritoires | Nouvelle-Aquitaine



RETRAITES

« J'ai envie qu'on garde notre système de solidarité et...

91%

...il y a des solutions pour le maintenir »

60%

65% 18-24 ans 70% 65 ans +

79% NFP 64% ENS
62% LR 57% RN 49% ABS

...il n'y a plus les moyens en France pour le faire »

31%

26% 18-24 ans 27% 65 ans +

18% NFP 29% ENS
28% LR 36% RN 36% ABS

« La solidarité n'est pas souhaitable, chacun doit financer sa propre protection »

8%



SANTÉ

94%

62%

59% plus modestes 64% plus aisés

81% NFP 69% ENS
55% LR 52% RN 48% ABS

32%

36% plus modestes 30% plus aisés

17% NFP 27% ENS
28% LR 37% RN 45% ABS

5%



DÉPENDANCE

94%

59%

65% 18-24 ans 64% 65 ans +

79% NFP 64% ENS
68% LR 51% RN 46% ABS

35%

30% 18-24 ans 34% 65 ans +

18% NFP 28% ENS
21% LR 42% RN 46% ABS

6%



PERTE D'EMPLOI

90%

50%

71% NFP 53% ENS
51% LR 43% RN 47% ABS

40%

26% NFP 38% ENS
39% LR 39% RN 41% ABS

10%



GRANDE PAUVRETÉ

87%

41%

68% NFP 43% ENS
44% LR 26% RN 37% ABS

46%

28% NFP 47% ENS
42% LR 50% RN 50% ABS

13%



Pour nous protéger, protéger notre modèle de solidarité



CATASTROPHES NATURELLES

« J'ai envie qu'on garde
notre système de solidarité et... »

92%

...il y a **des solutions**
pour le maintenir »

49%

50% communes PPRN 48% non-PPRN

67% NFP 49% ENS
61% LR 44% RN 38% ABS

...il n'y a **plus les moyens en**
France pour le faire »

43%

42% PPRN 45% non-PPRN

30% NFP 45% ENS
27% LR 42% RN 54% ABS

« La **solidarité n'est pas**
souhaitable, chacun doit
financer sa propre protection »

8%



LES TRAVAUX D'ADAPTATION DES LOGEMENTS ET DES INFRASTRUCTURES FACE AUX CONSÉQUENCES DU DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE

91%

47%

47% communes PPRN 47% non-PPRN

68% NFP 47% ENS
46% LR 39% RN 42% ABS

44%

44% PPRN 44% non-PPRN

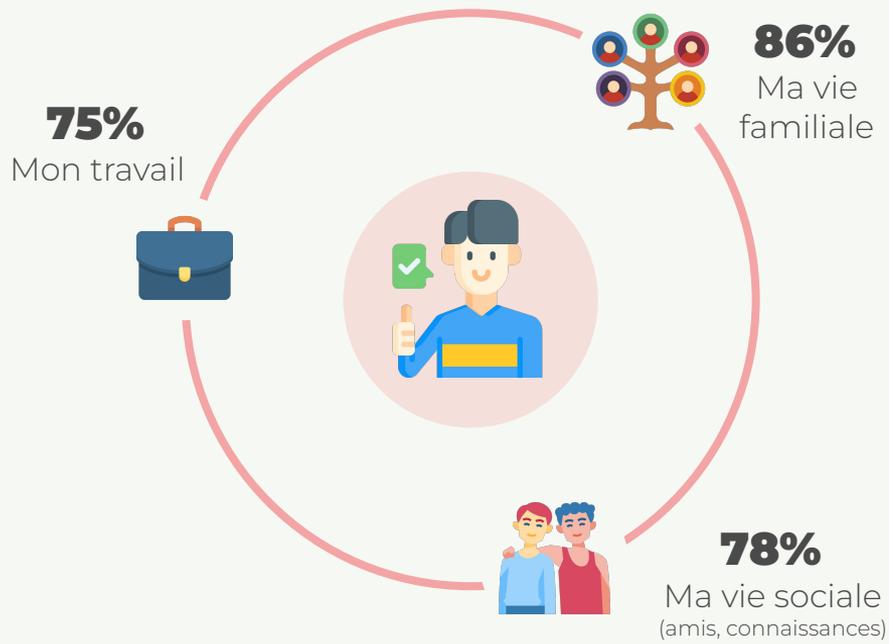
29% NFP 44% ENS
34% LR 48% RN 49% ABS

9%



A la recherche d'un nouvel équilibre

"Ce qui compte pour **être bien dans ma vie...**"



"Ce qui manque le plus pour **bien vivre dans le pays...**"



36%
La sécurité



40%
Le respect



Ancrage, stabilité, repères et simplicité pour vivre bien

93%

Savoir se **contenter des petits bonheurs** simples du quotidien

7%

Posséder des choses qui se voient, à la mode

88%

Avoir des **amis très proches** sur qui compter

12%

Avoir beaucoup de monde dans mon cercle de connaissances

80%

Etre en **CDI**

20%

Avoir un contrat à durée déterminée ou des missions

92%

Faire simplement le **métier qui me plaît**

8%

Faire une grande carrière, avoir une fonction avec des responsabilités

83%

Avoir une **vie calme, sereine**, en prenant son temps

17%

Vivre à mille l'heure, faire toujours plein de choses, relever des défis

69%

Gagner **moins d'argent** et avoir **plus de temps libre**

31%

Gagner plus d'argent et avoir moins de temps libre

80%

Dépenser juste le nécessaire, **épargner le plus possible** si j'ai les moyens de mettre de l'argent de côté

20%

Me faire plaisir avant tout, dépenser ce que j'ai sans trop penser au lendemain

78%

Vivre tranquillement en faisant **des projets de moyen et long terme**

22%

Vivre à fond en profitant de chaque seconde





SPÉCIFICITÉS RÉGIONALES



Nouvelle-Aquitaine



78% 2 +8 pts vs reste de la France

Je suis **attaché** à ma **région**

69% 3 +4 pts

Le lieu où je vis est un **endroit qui va bien**



56% 3 +7 pts

Là où je vis, il est **difficile** de **trouver un emploi**



41% 3 +5 pts

Le lieu où je vis est **exposé aux catastrophes naturelles**

34% 1 +9 pts

J'ai déjà eu des **dégâts sur mon habitation** à cause de **catastrophes naturelles** ou des **conséquences du dérèglement climatique**

42% 3 +8 pts

Les **conséquences du dérèglement climatique** dans ma région **menacent certains secteurs d'activités** et **pourraient détruire des emplois**





Synthèse Nouvelle-Aquitaine



Des habitants vulnérables, la France et les collectivités impuissantes

Des Français en insécurité(s)...

Il y a 5 ans, le SARS-CoV-2 était détecté pour la première fois à Wuhan. C'était le début d'une crise sanitaire jusqu'alors inimaginable. Et le **début d'une nouvelle ère : celle de la polycrise**. Crise sanitaire, inflation, crise géopolitique, crise climatique, crise politique, crise budgétaire et bientôt économique, et sentiment d'insécurité galopante s'empilent désormais

Derrière ces mots, égrenés à l'envi dans les tous les media et la parole des responsables politiques, experts et commentateurs de la vie publique, ce sont 68 millions de quotidiens perturbés, voire bouleversés, dont ceux de 6,1 millions de résidents de Nouvelle-Aquitaine.

Jamais les habitants de Nouvelle-Aquitaine n'avaient été confronté à une telle accumulation de chocs et de transitions.

L'accumulation de ces chocs produit un **effacement inédit des fractures socio-économiques et territoriales historiques** comme clés de lecture, de diagnostic et de recherche de solutions dans notre pays. : la peur de l'agression a dépassé les frontières des quartiers dits « sensibles », la crainte de ne pas pouvoir se soigner a contaminé les grands centres urbains, l'expérience du « renoncement » au supermarché a atteint le portefeuille des cadres, la crainte de voir sa maison endommagée par une catastrophe naturelle a gagné tout le pays et toutes les bourses. Désormais, **l'insécurité est collective, et se conjugue au pluriel** :

- **insécurité économique et sociale** : 63% des employés et ouvriers craignent d'avoir du mal à boucler leurs fins de mois, 49% des professions intermédiaires et 44% des cadres.
- **insécurité physique et climat de tension qui alimente la crainte de l'autre** : 44% ont peur d'être victime d'une agression physique (50% en zone QPV, 41% en zone non-QPV) ; le spectre du danger est alimenté par une difficulté à "vivre ensemble" : 58% constatent que l'on vit chacun de notre côté, 36% les uns contre les autres. En Nouvelle-Aquitaine, une partie des habitants associe ce climat de tensions à une présence qui serait trop importante d'immigrés là où ils vivent (23%, -7 points par rapport à la moyenne nationale), à des communautés qui forment des groupes très fermés (21%, -7) et au trafic de drogues dans leur quartier (19%, -5), avec des contrastes forts : 29% à Bordeaux 7% en Creuse ou dans les Landes.
- **insécurité climatique** : 51% redoutent des conditions de vie de plus en plus rudes à cause du changement climatique. Cette fois, la fracture persiste entre foyers plus aisés (40%) qui ont des habitats plus adaptés aux fortes chaleurs et les plus modestes (54%) freinés par le coût de l'adaptation. 41% (3ème région de France) des habitants considèrent que leur lieu de vie est exposé aux catastrophes naturelles. 34% déclarent même avoir déjà eu des dégâts sur leur habitation à cause de catastrophes naturelles ou du dérèglement climatique (+9, 1ère région).
- **insécurité sanitaire** : 41% craignent de tomber malade à cause des pollutions (45% dans les grandes agglomérations, 39% dans le rural), 56% redoutent d'avoir des difficultés à se soigner par manque de soignants (48%) ou pour raisons financières (41%).



Des habitants vulnérables, la France et les collectivités impuissantes

... dans une France impuissante, colosse aux pieds d'argile

Toutes les générations ont appris et hérités de leurs aînés la fierté de l'**exception française** : un modèle social unique, une école de l'égalité des chances, l'ascenseur social, un art de vivre que le monde nous envie (gastronomie, architecture), des espaces naturels à couper le souffle, une économie traditionnelle mais puissante, une voix respectée dans le concert des nations.

En 2025, l'**attachement à la France est et reste massif** (82%, 1ère région). En Nouvelle-Aquitaine, il **se double d'un attachement particulièrement fort à la région** (78%, +8 points par rapport à la moyenne des régions, 2ème région derrière la Bretagne). Mais que reste-t-il de la grande et puissante France qui protégeait ?

La France magnifiée par les Jeux Olympiques : un grand pays de culture (82%) et un des plus beaux pays du monde (82%).

Pour le reste, les habitants de la région ont le sentiment de voir s'éloigner des fiertés qu'ils regardent avec nostalgie. 65% dépeignent une France en déclin, une France qui n'a plus les moyens d'être celle qu'elle était, 75% décrivent une France injuste (+8 points / 2021) :

- Qui a **perdu sa puissance économique** (56%), dans laquelle il est difficile d'entreprendre (57%)
- Qui **ne tient pas sa promesse sociale** : un modèle social en panne (44%), un modèle de redistribution inefficace (58% ont l'impression de plus contribuer au système que d'en bénéficier), un système éducatif qui ne fonctionne plus (70%)
- Qui a **perdu son influence sur la scène internationale** (52%)

Symptôme de ce délitement, les élus sont jugés impuissants pour améliorer la vie des gens, et les figures d'autorité ont perdu leur aura :

- Ceux qui « décident » : moins de la moitié des habitants estiment que le Président de la République a les moyens de faire changer la vie des gens (42%) ; et de même à l'échelon local pour le maire (44%).
- Ceux qui « régulent » : souvent opposés dans le débat public, le duo police / justice est pourtant réuni autour d'un enjeu commun, le respect de son autorité. 3 habitants sur 4 considèrent que l'autorité des policiers (77%) et des juges (74%) n'est pas toujours voire jamais respectée.

Le diagnostic est clair et rassemble : en dehors de la beauté de la carte postale et la fierté du souvenir, la France ne tient plus ni son rang ni sa promesse. Chacun fait l'expérience, quel que soit son âge, son portefeuille, son lieu de vie, sa position sociale, son vote, d'insécurité croissantes (économique, sociale, écologique, sécuritaire, sanitaire). Dans ce monde post Covid, l'enjeu de chaque foyer est de résister aux chocs, de trouver de nouveaux repères, de « s'acclimater », pour ne pas rester « Lost in transition ». Par contrainte ou par choix, à leur rythme, et avec des solutions à leur portée, par pragmatisme davantage que par idéologie, une majorité de nos concitoyens agit pour s'adapter à ces transitions. Mais là aussi ils se heurtent à des difficultés et des injustices qui les entravent et les freinent.



S'adapter pour se protéger

Non, nous ne sommes pas des “gaulois réfractaires”

Les habitants de la région battent cependant en brèche l'idée qu'ils seraient imperméables au changement : 64% vivent bien le changement à partir du moment où ils ont pu le choisir, et 15% l'apprécient même, le vivent comme un stimulant de la vie.

Qu'on leur colle l'étiquette de « conservateurs de droite » (respectivement 53% et 12% des électeurs LR aux législatives 2024 affirment bien vivre le changement voire l'apprécier), de « progressistes de gauche » (69% et 10% des électeurs NFP), d' électeurs du camp qui a promu la « start up nation » (67% et 18% des électeurs Ensemble) ou de « protestataires » du RN (61% et 17% des électeurs RN), tous sont prêts à opérer des changements dans leur vie.

Pour la plupart, le changement n'est pas un débat idéologique, mais un choix pragmatique. Dans une époque de crises permanentes, s'adapter est un réflexe de survie, une nécessité.

Mais nous sommes inégaux dans la capacité à s'adapter

- Pour pouvoir s'adapter, le préalable est d'identifier ce sur quoi il est utile de s'adapter : **63% des plus diplômés savent diagnostiquer leur impact environnemental, contre 32% des moins diplômés.**
- Ceux qui ont grandi avec les outils numériques et dans une société où la propriété n'est plus l'alpha et l'omega de la réussite sociale, se tournent plus facilement vers les plateformes qui développent une économie de l'usage : **60% des moins de 35 ans récupèrent des paniers anti-gaspi contre 44% des plus de 50 ans.**
- Si le gain économique est parfois un co-bénéfice, voire le levier de certains changements de comportement de la vie quotidienne, l'aspect financier est un obstacle majeur de l'adaptation : **84% des plus modestes sont freinés par manque de moyens financiers (mobilité, rénovation, alimentation, etc.), contre 53% des plus aisés.**
- Le territoire, lorsqu'il est éloigné des grandes infrastructures, notamment de transport, est également une barrière : **61% des habitants des centres urbains de la région peuvent privilégier le train à la voiture quand ils le souhaitent, contre 42% des ruraux.**



S'adapter pour se protéger

“Pouvoir de vivre” : une adaptation contrainte pour “freiner la chute”

La crise inflationniste n'a pas effacé les inégalités de revenus. Les 20% des ménages les plus aisés ont toujours un niveau de vie plus de 4 fois supérieur aux 20% des ménages les plus modestes (Insee, juillet 2024). Pour autant, **tous ou presque, avec une intensité et des « points de départ » différents, ont le sentiment de ne plus vivre comme avant.** Que l'on soit cadre, enseignant ou ouvrier, la plupart des habitants de la région sont contraints de s'adapter, de faire de nouveaux arbitrages pour préserver « ce qui compte » :

- 79% attendent les bons plans et promos avant d'acheter (80% cadres, 73% professions intermédiaires, 77% ouvriers/employés)
- 76% réduisent les dépenses non essentielles pour conserver leur niveau de vie sur les achats essentiels (75%/73%/80%)

Si chacun expérimente son « propre » déclassement, **les habitants les plus modestes, pour la plupart déjà contraints avant même la crise inflationniste de mettre en place des stratégies de « survie », subissent de plein fouet la hausse du coût de la vie.** Pour les individus, couples et familles qui peinent à boucler leurs fins de mois, l'adaptation tourne au système D et au sacrifice :

- restreindre les activités extra-scolaires ou les cours de soutien de leurs enfants (52%)
- demander une aide financière à leurs proches (43%)
- avoir recours aux aides alimentaires (33%)

“Protection climatique” : chronique d'une adaptation empêchée

S'adapter aux conséquences du dérèglement climatique et se protéger des pollutions n'est pas un engagement politique, pas un geste militant pour la planète, pas une idéologie, c'est une réaction réflexe de protection face à une expérience dramatique ou une crainte rationnelle du danger pesant sur sa santé ou sa maison.

- Pour 30% des habitants de la région, tenir compte de l'impact de son mode de vie et de sa consommation sur les ressources naturelles, les pollutions et les émissions de gaz à effet de serre est déjà comme une évidence, totalement intégré à leur façon de vivre.
- Pour 52%, c'est parfois une contrainte, parfois des difficultés mais c'est le chemin qu'ils essaient d'emprunter au quotidien.
- Pour 10%, c'est une “galère”, ils n'y arrivent pas
- 8% ne se sentent pas concernés, ce n'est pas leur problème, ils ne se posent pas la question.



S'adapter pour se protéger

Mais cette adaptation est souvent empêchée, entravée par manque d'informations, de solutions et de moyens financiers :

- L'adaptation climatique est une **adaptation à l'aveugle**, sur les choix à faire et les résultats de l'action : 61% ne savent pas diagnostiquer leur impact : ni combien, ni quels aspects de leur mode de vie émettent le plus de CO2
- C'est également une **adaptation sans mode d'emploi** : 63% se sentent démunis, ne comprenant pas « ce qu'il faut faire » (informations contradictoires, complexes, pas très claires) ; 68% se retrouvent dans des situations où leur démarche de changement se heurte à l'absence de solution (offre de transport par exemple)
- C'est enfin une **adaptation sans moyens financiers** : alors que 4 habitants sur 5 (80%) considèrent qu'avoir la capacité de s'adapter est un des ingrédients du « bien vivre » toutes classes d'âge, classes sociales et préférence politiques confondues, 69% se disent freinés par manque de moyens financiers pour adapter leur mobilité, rénover leur logement, etc.

Le procès en impuissance des élus est sévère. **Les collectivités locales sont pointées du doigt, pour leur insuffisance dans l'accompagnement de ces adaptations.**

- Moins de 25% des habitants jugent que leurs élus locaux prennent les bonnes décisions pour les protéger, ainsi que les infrastructures locales, contre les conséquences du dérèglement climatique et des pollutions (24% sur les services publics de l'eau et de l'énergie pour en réduire l'impact environnemental, 24% sur l'adaptation des zones constructibles par rapport au risque de catastrophe naturelle, 22% sur l'adaptation de leur ville aux canicules)
- 29% à 34% ont le sentiment qu'ils ne font rien du tout pour agir
- 14% à 17% qu'ils agissent mais en prenant les mauvaises décisions
- 29% à 30% ignorent si une politique d'adaptation est menée sur ces domaines

Entre le besoin d'adapter son mode de vie pour se protéger et les multiples obstacles sociaux et territoriaux rencontrés, le citoyen se retrouve parfois « coincé », « assigné ». **La frustration qu'il en résulte est le terreau d'une nouvelle colère.**

- 42% de ceux qui se sentent freinés dans leur volonté d'adapter leurs habitudes de vie le décrivent comme une **injustice** d'être empêché à cause de ses moyens financiers ou de l'endroit où l'on vit
- Pour 25%, l'injonction à changer sa façon de vivre sans en donner les moyens provoque de la **colère**
- Pour 12%, cela amène au **découragement**

Qu'elle soit simple ou semée d'embûches, l'adaptation reste un choix gagnant : une majorité considère que le jeu en vaut la chandelle (44% « plus à y gagner qu'à y perdre » / 33% « autant à y gagner qu'à y perdre » / 23% « plus à y perdre qu'à y gagner »).



Typologie : 5 profils d'adaptation à un monde en polycrise

Pour se protéger des crises, chacun prend le chemin qu'il estime être le bon pour s'adapter. Avec ses moyens, ses croyances, chacun essaye et trouve (ou pas) la manière qui lui convient, ou plutôt la seule qui est envisageable parfois.

Des 800 récits d'adaptation en Nouvelle-Aquitaine, il en ressort 5 grands schémas :

- Les **“empêchés”** (23%, +3 par rapport à la moyenne nationale)
- Les **“combatifs”** (17%, -1)
- Les **“précurseurs”** (22% +2)
- Les **“déboussolés”** (19%, -2)
- Les **“désinvoltés”** (19%, -2)

Voir en slides 18 à 22 la composition et les spécificités de chacun des groupes.

Changer sa manière de consommer pour éviter le déclassement, se préparer pour éviter ou réduire les conséquences de la catastrophe qui détruit, revoir ses habitudes ancrées depuis toujours pour préserver ce qui peut l'être pour l'avenir de ses enfants, trouver des alternatives pour protéger sa santé et celle de ses proches des pollutions, etc. En 2025, on ne change plus par quête de progrès, on change pour se protéger et préserver ce que l'on a ».

Certains sont convaincus que nous avons plus à y gagner qu'à y perdre et tentent coûte que coûte de s'adapter, certains essaient de suivre mais sont freinés et en arrivent même à douter du bénéfice réel de ces « efforts », certains sont tellement sous pression économique que les marges de manœuvres sont quasiment réduites à néant et font naître un profond sentiment d'injustice et de colère, certains sont perdus et ne savent pas par où commencer, d'autres ne ressentent pas le besoin de changer leur mode de vie. Si les vulnérabilités et les angoisses nous touchent tous, tout le monde n'adopte pas les mêmes réactions et stratégies pour se protéger, et faire face aux transitions en cours.

Pour autant, une chose rassemble : dans ce monde de crises permanentes, nous avons la même aspiration à la tranquillité.



Un horizon en grand et à bas bruit : le besoin de tranquillité

Pour nous protéger, protéger notre modèle de solidarité

Pour se protéger des insécurités économiques, physiques, sanitaires et climatiques, les Français font massivement le choix de la **solidarité**. Près de 10% lui préfèrent la responsabilité individuelle.

Pour autant, les doutes sont nombreux sur la capacité financière de la France à le sauvegarder, notamment à l'heure où la dette publique n'a jamais été aussi élevée.

- Pour les retraites : 60% sont convaincus qu'il est possible de trouver des solutions pour le maintenir, 31% ont envie de le conserver mais jugent que la France n'en a plus les moyens
- Pour la santé : 62% pensent pouvoir le conserver, 32% ne voient pas les solutions pour y parvenir
- Pour les catastrophes naturelles : 49% pensent pouvoir le conserver, 43% ne voient pas les solutions pour y parvenir

La recherche de nouveaux équilibres, d'une nouvelle stabilité pour trouver de la sécurité

Non, les habitants de la région ne sont pas devenus paresseux ; non, le travail n'est pas devenu secondaire dans leur vie, et notamment dans celle des jeunes. **Le travail tient toujours une place importante, mais sa centralité est concurrencée par la recherche d'un nouvel équilibre.** On assiste à un rééquilibrage des essentiels pour se sentir bien dans sa vie :

- 86% ont besoin que leur vie familiale prenne une place importante pour se sentir bien dans leur vie
- 78% que la vie sociale (amis, connaissances) ait une place importante
- 75% que le travail tienne une place importante (77% chez les moins de 35 ans actifs, 75% chez le plus de 35 ans actifs)

Dans une société où le risque n'est plus de l'ordre du « possible » mais du « quasi-certain », la tranquillité est devenue l'apanage de quelques-uns, un luxe synonyme de progrès. **Le besoin de sécurisation (économique, sociale, physique, sanitaire, écologique) est crucial et collectif ; la stabilité est essentielle pour tous.** Non pas pour « réussir sa vie », mais simplement pour « être bien dans sa vie », pouvoir écrire son présent et le futur de ses enfants..

- 80% préfèrent la **stabilité du CDI** (plutôt qu'être en CDD ou en mission), notamment 71% chez les moins de 35 ans
- 88% préfèrent la **fiabilité de quelques amis très proches sur qui compter** (plutôt qu'être entouré de beaucoup de monde)
- 83% préfèrent la **sérénité d'une vie calme** (plutôt que vie à mille à l'heure, faire toujours pleins de choses)

Alors que l'âpreté des crises enferme dans la gestion de l'immédiat, le besoin de voir plus loin que demain, d'anticiper est manifeste :

- 80% souhaitent **dépenser juste le nécessaire et épargner le plus possible** s'ils ont les moyens de mettre de l'argent de côté, plutôt que de se faire plaisir avant tout et dépenser sans trop penser au lendemain
- 78% ambitionnent de **vivre tranquillement en faisant des projets de long terme**, plutôt que vivre à fond à chaque instant